

mobilisation syndicale européenne contre la crise

Alors que le système capitaliste est frappé par une crise sans précédent, les gouvernements et le patronat des pays européens et suisse alignent les «programmes de relance».

Mais relancer quoi? Les plans publics de sauvetage de banques visent en première ligne à payer leurs pertes avec l'argent public, alors même que l'imposition des entreprises continue à baisser!

manifestation **samedi 16 mai 2009** place des XXII-Cantons à 14h

Et au moment où on prévoit une augmentation de près de 50% du nombre de chômeurs d'ici la fin de l'année, ces mêmes gouvernements prennent des décisions qui visent à réduire les droits sociaux des salariés: en Suisse, après la décision de baisser de 10% des rentes LPP, c'est l'assurance-chômage qui est attaquée!

Dans toute l'Europe, à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, les travailleuses et travailleurs se mobiliseront du 14 au 16 mai contre cette politique inique de sortie de la crise et pour exiger un véritable changement de cap.

les peuples d'Europe **dans la rue!**

à Berlin, à Prague, à Bruxelles,
à Madrid et à **Genève**

A Genève, une large coalition de syndicats, mouvements sociaux et partis politiques appellent également à manifester pour exiger:

Créer et garantir l'emploi pour répondre aux besoins de tous

- pour le développement des services publics (crèches, assistance aux personnes âgées, soutien scolaire, etc.), pour la construction de logements et la reconversion écologique;
- pour la réduction générale du temps de travail;
- pour l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui bénéficient d'aide étatique.

Un bouclier social en lieu et place des cadeaux aux banques

- pour l'augmentation des prestations de chômage et de l'aide sociale et l'abolition des délais d'attente;
- pour le renforcement des formations de base et continue et des vrais programmes de retours à l'emploi liés à des formations;
- pas de baisse des rentes (LPP et AVS), pas de mesures d'assainissement;
- pour le renforcement des droits syndicaux sur les lieux de travail (protection contre les licenciements, droit à la codécision).

Plus jamais ça!

Désarmons les pouvoirs financiers

- pour un contrôle démocratique du système bancaire, l'interdiction des fonds spéculatifs et de la fraude fiscale;
- pour un système fiscal solidaire basé sur la taxation des gains en capitaux, le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu, l'extension des impôts directs fédéraux à la fortune et l'introduction d'un impôt fédéral sur les successions.

Garantir le pouvoir d'achat pour redistribuer les richesses

- pour un salaire minimum légal et une limitation des hauts revenus;
- pour l'augmentation des allocations familiales et des subventions aux primes des caisses maladie;
- pour la baisse des loyers et la gratuité des services élémentaires.

Premiers signataires: Communauté genevoise d'action syndicale CGAS avec notamment APC, Comedia, Communication, SIT, SSP/VPOD, Syna, Unia, puis solidaritéS, Parti socialiste genevois PSG, Parti du Travail PdT, Attac, Cartel inter-syndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné, Gauche anticapitaliste, IGIF (Fédération des travailleurs immigrés kurdes de Suisse), Les Communistes, Association « 25 de Abril » de Genève, Jeunes socialites, United Black Sheep, Maison du Peuple de Genève, Comité du FSL